

Un bilan de la COP26 : entre faits et opinions

< FINAL 14 déc >

Par Jacques de Gerlache (*GreenFacts*¹)

1. Les principales avancées factuelles du *Pacte de Glasgow*

La 26e Conférence mondiale sur le climat (COP26) s'est terminée par l'adoption du *Pacte de Glasgow* pour le climat, qui, après six ans de négociations acharnées, constitue pour les *Nations Unies*, un consensus sur les actions-clés pour faire face aux changements climatiques. Les points en suspens qui empêchaient la mise en œuvre complète de l'*Accord de Paris* sur les marchés du carbone et la transparence ont été finalement été approuvés².

L'avancée la plus concrète à Glasgow est que les pays signataires ont accepté de revoir et de renforcer leurs objectifs pour 2030 afin de les aligner sur l'objectif de température de l'*Accord de Paris*. D'ici la fin de l'année prochaine et pour ceux qui ne l'ont pas encore fait, les pays pourraient à minima soumettre officiellement une *Contribution Déterminée au niveau National* (CDN) ou s'assurer le cas échéant que leur participation aux diverses coalitions sectorielles annoncées lors de la COP26 se reflète dans leurs CDN actuels, L'adoption d'une déclaration conjointe des États-Unis et de la Chine visant à renforcer l'action en faveur du climat dans les années 2020 aurait été un moment décisif.

Une deuxième avancée, plus symbolique, est que le texte de décision de la COP26 mentionne explicitement les combustibles fossiles, qui représentent 75 % de l'ensemble des gaz à effet de serre. Ceci alors que l'Union Européenne et les États-Unis ne souhaitaient pas étendre l'accord à l'ensemble des énergies fossiles, et y mentionner seulement l'ambition d' « accélérer les efforts » pour réduire, et non éliminer, l'utilisation du charbon. Ceci sans inclure le gaz et le pétrole et mettre fin aux « subventions » considérées comme inefficaces » en faveur des énergies fossiles.

Une nouvelle déclaration intitulée "*Apprendre pour notre planète : agir pour le climat*" engage aussi les pays à réexaminer avant la COP27 les progrès réalisés par rapport à leurs engagements.

Outre ces résultats officiels, l'IDDRI³ note qu'un effet « catalyseur » a également fonctionné, avec l'annonce de plusieurs coalitions et partenariats. La société civile, les chefs d'entreprise et les ministres se sont également réunis lors d'une session spéciale pour discuter de la manière dont toutes les parties de la société doivent être impliquées dans les actions nécessaires pour lutter contre les changements climatiques. Ils se mobilisent pour mettre en place des actions concrètes, immédiates et sur le long terme, pour faire face à ceux-ci. Plus de

¹ <https://www.greenfacts.org/en/index.htm>

² https://unfccc.int/sites/default/files/resource/cma2021_L16_adv.pdf

³ <https://www.iddri.org/fr/publications-et-evenements/billet-de-blog/quel-bilan-tirer-de-la-cop-26-de-glasgow>

6000 entreprises étaient présentes lors de la COP 26 et celles-ci semblaient déterminées à agir.

Après cette COP26 centrée sur l'atténuation, la COP27 à Sharm-el Sheikh aura pour ambition de mettre davantage l'accent sur la solidarité financière, l'adaptation aux changements climatiques ainsi que sur les pertes et les dommages qui en résultent.

2. Les principaux résultats de la COP26

De cette COP26, les résultats obtenus autour de 9 thèmes peuvent être particulièrement soulignés.

2.1 L'objectif de limiter le réchauffement à 1,5°C

Les pays participants reconnaissent les preuves scientifiques produites par le GIEC⁴ qui (dé)montrent que plus d'efforts doivent être faits pour limiter le réchauffement de la planète à 1,5 degré en réduisant les émissions mondiales de gaz à effet de serre de 45% au cours de cette décennie. Or, les efforts actuels sont insuffisants : si tous les engagements «zéro émission nette» et les *Contributions Déterminées au niveau National* (CDN) sont respectés intégralement et dans les délais, l'*Agence internationale de l'énergie* (AIE) prévoit qu'ils ne parviendront qu'à limiter l'augmentation de la température à 1,8°C d'ici la fin du siècle. L'écart est encore plus important si l'on ne tient compte que des promesses à court terme (2,4°C) ou des politiques actuelles (2,7°C)⁵.

Les « parties prenantes » ne sont cependant qu'« encouragées » à renforcer leurs réductions d'émissions et à aligner leurs engagements nationaux en matière d'action climatique sur l'*Accord de Paris*. Cela dit, 81 pays représentant près des trois quarts des émissions mondiales se sont désormais engagés à atteindre cet objectif d'émissions nulles vers le milieu du siècle.

2.2. Les Règles d'application de l'*Accord de Paris*

Six ans après sa signature, les *Règles d'application de l'Accord de Paris*⁶ ("*Paris Rulebook*"), ont été adoptées. Celles-ci comportent une mise à jour quinquennale des "*contributions déterminées au niveau national*" (CDN) de toutes les parties, et de règles de gouvernance en matière de transparence des actions entreprises.

Les règles concernant les mesures des émissions des gaz à effet de serre, la transparence des actions entreprises et les méthodes harmonisées de "rapportage" des résultats nationaux adoptés en 2018 à la COP24 et à la *Conférence de Katowice* de 2018,⁷ sont désormais

⁴ Climate Change 2021: The Physical Science Basis <https://www.ipcc.ch/report/sixth-assessment-report-working-group-i/>

⁵ <https://www.euractiv.com/section/climate-environment/news/cop26-pledges-could-limit-warming-to-1-8c-says-energy-agency-boss/>

⁶

https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/19041_RULE%20BOOK_Accord%20de%20Paris_FR_def_print.pdf

⁷ <https://unfccc.int/fr/node/193041>

complétées par un « *marché international du carbone* » dont les règles supervisant ces marchés ont été adoptées. Comme souligné par *Science et Avenir*⁸, les négociateurs se sont entendus sur des échanges de quotas entre États, échanges encadrés selon des normes contraignantes et une surveillance dans le but d'éviter notamment le double comptage d'une tonne émise par le pays émetteur et le pays vendeur. A partir de 2022 un « organe de surveillance » spécifique élaborera les méthodologies et les exigences administratives pour réguler ces marchés.

Les décisions concrètes adoptées à Katowice en matière de mesure des émissions de gaz à effet de serre

Concrètement, les négociations de la *Conférence de Katowice* avaient abouti à un ensemble complexe de décisions contenant des directives opérationnelles sur les domaines suivants⁹ :

- l'information sur les mesures d'atténuation nationales et les autres objectifs et activités climatiques que les gouvernements fourniront dans leurs Contributions déterminées à l'échelle nationale (CDN) ;
- comment communiquer sur les efforts d'adaptation aux effets du changement climatique ;
- les règles de fonctionnement du Cadre de transparence, qui montrera au monde ce que les pays font pour lutter contre le changement climatique ;
- la création d'un comité chargé de faciliter la mise en œuvre de l'Accord de Paris et de promouvoir le respect des obligations prévues au titre de l'Accord ;
- Comment faire le bilan mondial de l'ensemble des progrès accomplis en vue de la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris ;
- Comment évaluer les progrès réalisés dans le développement et le transfert de technologies ;
- Comment fournir des informations préalables sur l'aide financière aux pays en développement et le processus d'établissement de nouveaux objectifs en matière de financement à partir de 2025.

À partir de 2024, les pays devront soumettre des rapports bisannuels comprenant leurs inventaires d'émissions de GES, des informations sur les progrès réalisés dans le cadre de leurs CDN et la mise en œuvre des politiques qui les sous-tendent. La décision guidant l'opérationnalisation du cadre de transparence renforcé de *l'Accord de Paris* garantit néanmoins que la flexibilité que les pays en développement prendront dans leurs rapports semestriels soit clairement prise en compte.

⁸ https://www.sciencesetavenir.fr/nature-environnement/climat/cop26-la-conference-de-glasgow-est-elle-un-echec_159092

⁹ <https://unfccc.int/fr/node/193041>

Outre les mesures d'*atténuation* des changements climatiques, les Directives de mise en œuvre indiquent clairement comment assurer le suivi des efforts déployés pour renforcer les capacités nationales d'*adaptation* aux effets de ces changements climatiques.

Pour les acteurs non étatiques, le secrétaire général des *Nations Unies* a suggéré de mettre en place, en plus des initiatives existantes (par exemple, *Science-Based Targets*, *Assessing Low-Carbon Transition* ou *ACT Initiative*), un groupe d'experts indépendant chargé de proposer des normes claires pour mesurer et analyser les engagements « zéro émissions nettes »¹⁰. Des conseils indépendants sur le climat, qui fournissent des conseils d'experts et une évaluation aux gouvernements sur les politiques climatiques, ont formé un réseau international de conseils sur le climat pour soutenir la création d'autres conseils de ce type ailleurs dans le monde.

2.3. L'adaptation aux changements climatiques

Un programme de travail pour définir l'objectif mondial en matière d'adaptation identifiera les besoins collectifs et les solutions à la crise climatique qui touche déjà de nombreux pays. Le *réseau de Santiago* a été renforcé par l'élaboration de ses fonctions de soutien aux pays pour traiter et gérer les pertes et dommages résultant des changements climatiques. Un engagement à doubler le financement de l'adaptation d'ici 2025 par rapport aux niveaux de 2019 a été pris. Un *Dialogue de Glasgow*, d'une durée de deux ans, est également lancé pour discuter des modalités de financement des activités visant à éviter, minimiser et traiter ces pertes et dommages. L'article 61 du *Pacte* prévoit quant à lui l'organisation dès juin 2022 d'un dialogue « océan-climat » annuel sous l'égide de l'*Organe Subsidaire de Conseil Scientifique et Technologique*, connu sous le nom de SBSTA.

Pour appuyer la mise en œuvre de l'*Accord de Paris*, le *Mécanisme technologique* et les orientations générales de son *Cadre technologique* (établi à Katowice et dans le cadre de la Convention-cadre de la COP24) joueront un rôle important dans la promotion et la facilitation d'une action renforcée en matière de développement et de transfert de technologies. Ce Cadre comprend cinq domaines d'intervention, à savoir a) l'innovation, b) leur mise en œuvre, c) les environnements porteurs, d) le soutien, incluant la participation active des parties prenantes concernées et e) une collaboration plus étroite entre les secteurs public et privé.

2.4. Le financement international des plans climatiques

Un élément central des décisions adoptées à la COP26 est l'affirmation de la solidarité avec les États vulnérables les plus exposés aux impacts des changements climatiques. Comme l'exprime la *Coalition Climat*¹¹, ce ne sont pas des questions de charité mais bien de justice et de responsabilité. L'obligation de respecter la promesse d'un budget de 100 milliards USD,

¹⁰ <https://www.iddri.org/fr/publications-et-evenements/billet-de-blog/quel-bilan-tirer-de-la-cop-26-de-glasgow>

¹¹ <https://www.klimaatcoalitie.be/fr/nouvelles/communiqu%C3%A9-cop26-l%E2%80%99objectif-de-15%C2%B0c-encore-en-vue-%C3%A0-condition-de-passer-r%C3%A9ellement-%C3%A0-l>

budget qui n'a néanmoins jamais été atteint jusqu'ici, a été réaffirmée alors que, dans le même temps, les États-Unis et l'Union européenne investissaient près de 5000 milliards de dollars dans le soutien post-covid de leurs économies respectives. Le *Pacte de Glasgow* stipule aussi que l'aide à l'adaptation aux conséquences inévitables des changements climatiques devra être doublée d'ici 2025 et un processus visant à définir le nouvel objectif mondial en matière de financement a été lancé¹².

Comme souligné notamment par la *Plateforme Océan & Climat*¹³, c'est aussi la première fois qu'une COP reconnaît et valorise véritablement le rôle des peuples autochtones et des communautés locales. Plusieurs gouvernements et fondations se sont ainsi engagés à investir 1,7 milliard de dollars pour soutenir les efforts de ces populations autochtones et locales dans la lutte contre les changements climatiques et la protection de la biodiversité. Néanmoins, des militants autochtones ont manifesté à Glasgow pour dénoncer leur non-inclusion dans le processus et le fait de « romancer et d'utiliser leur situation ».

2.5. La biodiversité et la déforestation

Le *Rapport sur l'évaluation des ressources forestières mondiales* du FAO¹⁴, l'organisation de l'ONU en charge de l'agriculture et l'alimentation, a recensé dans le monde une perte liée à la déforestation d'environ 420 millions d'hectares de forêts. Mais d'après les chiffres préliminaires du nouveau rapport *Global Carbon Project*, les émissions de carbone issues de la déforestation et des autres changements dans l'utilisation des terres auraient diminué de 35 % alors que les chercheurs avaient précédemment estimé que les émissions de carbone associées avaient augmenté d'environ 35 % depuis 2000.

A Glasgow, des pays représentant plus de 90 % des forêts mondiales ont aussi pris un engagement multinational visant à mettre un terme à la déforestation d'ici 2030¹⁵, avec 12 milliards de dollars de fonds publics engagés pour protéger et restaurer les forêts¹⁶. Ce sont 142 pays qui se sont engagés, via des mesures d'adaptation et des objectifs de séquestration de CO2 par les forêts de la planète, à arrêter et inverser la déforestation mondiale d'ici 2025, programme essentiel à la réussite des efforts de mitigation des effets du réchauffement climatique.

Mais beaucoup, est-il souligné dans le *National Geographic*¹⁷, craignent que ces déclarations ne soit qu'une autre fausse promesse et qu'en l'absence de mesures concrètes, la déforestation se poursuive, voire s'intensifie. À peine deux jours après l'annonce de la déclaration, l'Indonésie semblait déjà vouloir revenir sur son engagement. Le pays est l'un des

¹² Climate finance delivery plan meeting the US\$100 billion goal <https://ukcop26.org/wp-content/uploads/2021/10/Climate-Finance-Delivery-Plan-1.pdf>

¹³ <https://ocean-climate.org/>

¹⁴ <https://www.fao.org/forest-resources-assessment/2020/fr>

¹⁵ <https://ukcop26.org/glasgow-leaders-declaration-on-forests-and-land-use/>

¹⁶ [World Leaders Kick Start Accelerated Climate Action at COP26 | UNFCCC](#).

¹⁷ <https://www.nationalgeographic.fr/environnement/cop26-lengagement-pris-pour-lutter-contre-la-deforestation-suffira-t-il>

plus densément couverts de forêts au monde. le vice-ministre des Affaires étrangères a affirmé que l'objectif zéro déforestation ne figurait pas dans le *Pacte de Glasgow*. Greenpeace estime de son côté que cet objectif donne le feu vert à "*une décennie supplémentaire de déforestation*".

Lors de la *COP15 sur la Biodiversité*¹⁸ ayant eu lieu juste avant la COP26 sur le climat, une centaine de pays ont adopté la *Déclaration de Kunming*, un texte non contraignant sur la biodiversité qui reprend en partie les objectifs du texte actuellement négocié par les 196 membres de la *Convention sur la diversité biologique (CDB)*¹⁹. Et dans les décisions du *Pacte de Glasgow*, la contribution des écosystèmes en tant que puits et réservoirs de gaz à effet de serre et l'importance de les protéger pour atteindre l'objectif d'une augmentation maximale des températures de 1,5°C ont bien été intégrées. La France regrette néanmoins que les *Solutions Fondées sur la Nature (SFN)*, qui permettent d'agir sur la lutte contre le changement climatique ou la gestion des risques naturels grâce aux écosystèmes, n'apparaissent pas dans le texte²⁰ et *Global Witness* craint des financements insuffisants²¹. Ces besoins de financement en faveur de la biodiversité mondiale ont été évalués entre 722 et 967 milliards de dollars par an d'ici à 2030.

Par ailleurs, au travers de la déclaration de *Promesse de financement pour les forêts (Global Forest Finance Pledge)*²², 11 pays et l'Union européenne se sont engagés à allouer 10 milliards d'Euros sous forme de financements pour « contribuer à bénéficier des forêts et de l'utilisation durable des terres ». Les dirigeants de plus de 30 institutions financières comme Aviva ou Axa vont de leur côté s'engager à ne plus investir dans les activités liées à la déforestation, Quelques pays ont aussi promis de fournir plus d'argent pour financer la biodiversité et les chefs d'État et de Gouvernement de la *Grande Muraille Verte*²³ en Afrique et réaffirmé leur soutien à l'initiative lancée lors du *One Planet Summit* de janvier 2021. Près de la moitié des 19 milliards de dollars promis pour sa construction ont été engagés.

2.6. Les océans

La [Déclaration « Océan pour le Climat »](#) soutenue par plus de 100 organisations de la société civile – *ONG, scientifiques, entreprises, organisations internationales* a notamment permis à l'océan d'être mentionné dès le préambule du *Pacte de Glasgow*, soulignant « l'importance de garantir l'intégrité de tous les écosystèmes, y compris les forêts, l'océan et la cryosphère.

L'article 60 de la décision finale (1/CP.26) invite les différents programmes de travail et organes constitués dans le cadre de la *Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC)* à intégrer et à renforcer les actions fondées sur l'océan

¹⁸ <https://enb.iisd.org/UN-Biodiversity-Conference-CBD-COP15/summary>

¹⁹ <https://www.un.org/fr/observances/biological-diversity-day/convention>

²⁰ <https://biodiversite.gouv.fr/actualite/cop26-les-avancees-pour-la-biodiversite>

²¹ <https://information.tv5monde.com/info/cop26-malgre-les-promesses-la-deforestation-continue-430991>

²² <https://ukcop26.org/the-global-forest-finance-pledge/>

²³ <https://www.fao.org/3/i9164fr/i9164fr.pdf>

dans leurs mandats et feuilles de routes et à rendre compte de ces activités dans le cadre des processus existants de présentation de rapports d'activités. Lors de la *Journée de l'action sur l'océan* co-organisée début novembre 2021 par la *Plateforme Océan & Climat*²⁴ et les *Champions du Climat* dans le cadre du *Partenariat de Marrakech*, plus de quarante experts ont pris part aux discussions sur le déploiement de ces solutions fondées sur la préservation des océans²³.

Cela dit, *Notre Planète*²⁵ relève les prévisions d'une étude²⁶ qui indiquent que l'Arctique se réchauffera de 3 à 5 °C d'ici seulement 25 ans. Une telle hausse des températures entraînera la fonte rapide du pergélisol²⁷, libérant non seulement du méthane mais aussi du mercure, créant ainsi une boucle de rétroaction positive, c'est à dire un emballement du réchauffement climatique et de ses conséquences. Et selon le rapport sur le climat présenté devant l'ONU, la montée des mers pourrait obliger près de 300 millions de personnes, habitant sur les littoraux à déménager voire à « migrer ».

2.7. L'usage des énergies fossiles (charbon gaz et pétrole) comme sources d'énergie

Pour la toute première fois, une COP comporte un volet impliquant la transition énergétique mondiale par le biais de l'accélération de l'abandon du charbon et la réduction des subventions aux énergies fossiles. Le texte initial prévoyait d'inclure une « sortie progressive du charbon », jusqu'à ce que l'Inde, soutenue par la Chine, ne vienne affaiblir la portée du texte – passant d'une "sortie" à une "réduction progressive". Une vingtaine de pays dont le Royaume-Uni, les États-Unis, le Canada, la Chine, le Japon, la Corée du Sud et la France ont toutefois rejoint un accord mettant fin aux financements à l'étranger de projets d'exploitation d'énergies fossiles d'ici fin 2022.

Si une décision de la COP26 mentionne donc explicitement les combustibles fossiles, qui représentent 75 % de l'ensemble des émissions de gaz à effet de serre, pour l'*International Institute for Sustainable Development (IISD)*²⁸, jusqu'à présent, tous ces engagements ont été inefficaces. Les subventions au niveau mondial à l'extraction et à la consommation d'énergies fossiles atteignant 550 à 590 milliards de dollars. Une douzaine de pays ont par contre rejoint l'*Alliance Beyond Oil and Gas*, sous la direction du Costa Rica et du Danemark, afin d'accélérer l'élimination progressive du pétrole et du gaz. Ceci alors que les USA ont organisé quelques jours après la clôture de la COP26 la plus grande vente de concessions pétrolières et gazières offshore de leur histoire²⁹.

²⁴ <https://ocean-climate.org/cop26-quel-bilan-notamment-pour-locean/>

²⁵ <https://www.notre-planete.info/actualites/2110-rechauffement-Arctique>

²⁶ <https://www.grida.no/publications/431>

²⁷ <https://www.notre-planete.info/actualites/487-fonte-pergelisol-Arctique>

²⁸ <https://www.iisd.org/iisd-cop-26>

²⁹ <https://www.mic.com/impact/biden-administration-holds-largest-offshore-oil-gas-lease-sale>

Une *Déclaration* a également été faite sur l'accélération de la transition vers 100% de voitures et de camions à zéro émission. 33 gouvernements s'engagent à mettre fin aux ventes de voitures non électriques après 2035 (*2040 dans les pays en développement*). Une nouvelle coalition sur l'ambition climatique de l'aviation internationale (*International Aviation Climate Ambition Coalition*) a été lancée le 10 novembre lors de la journée dédiée au transport, avec la signature d'une déclaration sur l'ambition climatique par 23 pays, dont les États-Unis, le Royaume-Uni, le Canada, l'Espagne et la France, qui ont reconnu l'importance de réduire les émissions du secteur de l'aviation pour limiter le réchauffement de la planète. Mais ces mêmes pays prévoient aussi qu'en dépit « *de l'impact du Covid-19* », l'industrie de l'aviation internationale allait « *croître dans les trente prochaines années* »

Autrement dit, les contraintes systémiques d'harmonisation des programmes d'action irréductiblement liés à toutes ces transitions énergétiques dans leur ensemble pourront-elles être suffisamment prises en compte... ?

2.8. Les émissions de méthane

Le méthane est 25 fois plus puissant que le CO₂ comme gaz à effet de serre. 20 % du **méthane** est émis par l'agriculture, notamment par l'élevage, la gestion des déchets et la riziculture. L'extraction du pétrole, du gaz et du charbon est responsable de 30 % des émissions³⁰. Il est également dégagé massivement par la fonte du pergélisol en Arctique. Cependant, contrairement au dioxyde de carbone qui demeure dans l'atmosphère pendant des centaines, voire des milliers d'années, il ne faut qu'une dizaine d'années pour que le méthane se décompose. Néanmoins les quantités émises dans les prochaines décennies pourraient représenter « *la goutte qui fait déborder le vase* » et contribuer à un véritable basculement climatique.

Près de 100 pays ont signé le "*Global Methane Pledge*", l'initiative visant à réduire sur une période de 20 ans les émissions de d'au moins 30% d'ici 2030 par rapport à 2020³¹. Le Canada et les États-Unis s'engageant à les réduire de 75 % dans le secteur pétrolier et gazier.

2.9. Le statut de l'énergie nucléaire

L'énergie nucléaire a été l'objet d'intenses débats à la COP26³². La presse parle souvent d'une forme de « retour en grâce » du nucléaire et il est étonnant de voir peu de prises de positions exprimées dans le contexte de cette COP26 par ses adversaires, au-delà de celles déjà établies. A cette occasion néanmoins, les ministres de cinq pays européens (*Allemagne, Danemark, Portugal, Autriche et Luxembourg*) ont estimé dans une déclaration commune que l'énergie nucléaire était « incompatible » avec les critères de la liste des investissements considérés comme « durables » actuellement élaborée par l'UE. Ils affirment que l'énergie nucléaire n'est

³⁰ <https://www.unep.org/fr/actualites-et-recits/recit/les-emissions-de-methane-sont-lorigine-du-changement-climatique-voici>

³¹ [World Leaders Kick Start Accelerated Climate Action at COP26 | UNFCCC](#).

³² <https://www.un.org/press/fr/2021/ag12386.doc.htm>

pas une solution dans la lutte contre la crise climatique et ne doit pas être incluse dans la taxonomie de l'Union européenne comme étant durable³³.

Cela n'a évidemment pas empêché le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de faire un plaidoyer en faveur de l'énergie nucléaire évoquant le fait que les dernières projections de l'AIEA montrent que les énergies solaire et éolienne ne pourront pas, à elles seules, contribuer à la lutte contre les changements climatiques. Il a encore affirmé que les centrales nucléaires n'émettraient pas de carbone, ignorant celles liées à leur construction, fonctionnement et entretiens. Sans oublier leur démantèlement toujours sans solution(s).

C'est dans ce contexte que la Commission européenne doit précisément proposer avant la fin de l'année une liste des énergies considérées comme vertueuses pour le climat, dite « taxonomie verte »³⁴. Dix États de l'UE emmenés par la France avaient publié mi-octobre une tribune soutenant le nucléaire et, selon *Mediapart*³⁵, la France se serait récemment alliée avec la Hongrie, la Pologne et la République tchèque afin d'avoir leur soutien concernant l'inclusion du nucléaire dans la nouvelle taxonomie européenne. En contrepartie d'un soutien de la France à l'inclusion du gaz. L'objectif de la France serait de ménager ses nouveaux alliés en ne s'opposant pas ouvertement, via un soutien de l'accord du Pacte de Glasgow relatif au gaz naturel, donc d'origine fossile.

3. La place des jeunes dans les enjeux climatiques négociés à la COP26

« J'avais entendu dire que ça allait être beaucoup de bla-bla et ce qui s'est passé a confirmé mes craintes. »

« Je pense que de plus en plus de prises de conscience émergent. Si on continue à semer un maximum de graines, tout est possible. Et quoi qu'il arrive, on n'aura rien à nous reprocher car on aura essayé de changer les choses » (Mael)³⁶

La COP 26 fait suite à un grand nombre d'événements et de conférences destinés aux jeunes dans le monde entier, notamment le sommet *Youth4Climate*³⁷ à Milan en septembre et la 16e conférence des Nations unies sur la jeunesse (COY 16) à Glasgow³⁸.

Les jeunes « leaders climatiques » rassemblent de jeunes experts politiques issus des communautés ayant pour ambition de mettre en avant les priorités climatiques urgentes.

³³ [Joint declaration for a nuclear-free EU taxonomy - government.lu](#)).

³⁴ https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_21_1804

³⁵ <https://www.mediapart.fr/journal/international/091121/la-cop26-la-france-fait-le-lobbying-de-l-industrie-nucleaire#:~:text=Pour%20d%C3%A9fendre%20son%20industrie%20nucl%C3%A9aire,%C3%A9nergies%20fossiles%20%C3%A0%20l'%C3%A9tranger.>

³⁶ Dans une contribution d'Alice Arts, membre de *l'Étincelle*, un kot-à-projet néo-louvaniste centré sur le journalisme dont La Libre Etudiant est partenaire. <https://www.lalibre.be/planete/environnement/2021/11/18/les-jeunes-decus-par-la-cop26-temoignent-on-ne-sait-pas-a-quoi-ressemblera-notre-vie-future-UL3IT475UNBRZJV3W6HLSQFD24/>

³⁷ <https://ukcop26.org/pre-cop/youth4climate-2021/>

³⁸ <https://unfccc.int/fr/news/les-jeunes-exigent-des-mesures-pour-protger-leur-avenir-a-la-cop-26>

Constituant à présent une force incontournable et réunis à la COP26 avec des négociateurs, des fonctionnaires et des ministres du monde entier, ils ont présenté au sein de la *Global Youth Position* la déclaration *COY16*³⁹ qui représente les points de vue de plus de 40.000 jeunes leaders climatiques du monde entier.

A souligner qu'en partenariat avec l'*UNESCO*, *Youth4Climate* et *Mock COP*, le Royaume-Uni et l'Italie, ont aussi coordonné une nouvelle action mondiale visant à doter les générations futures des connaissances et des compétences nécessaires pour créer un monde sans émissions. Les ministres de l'éducation du monde entier se sont également engagés à faire de même avec des nations telles que la Corée du Sud, l'Albanie et la Sierra Leone, qui ont promis de placer les changements climatiques au cœur de leurs programmes scolaires. Plus de 23 pays ont présenté des engagements nationaux impressionnants en matière d'éducation climatique, allant de la décarbonisation du secteur scolaire au développement des ressources scolaires.

Dans ce contexte et dans une action symbolique à Glasgow, des militants belges de la *Coalition Climat* et du mouvement *Youth for Climate* parmi lesquels Adélaïde Charlier et Anuna De Wever, ont manifesté avoir honte de l'absence d'action climatique concertée de la Belgique qui, notamment n'a pas intégré à la COP26 la « *High Ambition Coalition* »⁴⁰, un groupe de pays, dont l'Union européenne, qui se veut à la pointe de la lutte contre le réchauffement climatique. « *Les négociations intra-belges ont complètement échoué, ce qui signifie que notre pays n'a pas pu assumer sa responsabilité en termes d'ambition climatique et de financement international.* »⁴¹

Pour *Greenpeace*⁴², la jeunesse et du leadership qu'elle a incarné est sans aucun doute la note la plus encourageante de ce sommet. Les résultats engrangés à Glasgow sont le seul fait de son combat et de celui des dirigeant.e.s indigènes, des militant.e.s et des pays en première ligne du front climatique. Des concessions leur ont été accordées à contrecœur. Sans leurs actions et leurs appels sincères à plus d'ambitions, ce sommet aurait été un échec total, conclut *Greenpeace*.

Mais pour Bertrand Piccard⁴³, « *la rue devrait revendiquer les solutions autant que dénoncer les problèmes. (...) L'enthousiasme est important pour agir. Il faut s'orienter davantage sur les solutions.* » « *On avance sur la pointe des pieds en s'excusant presque de devoir prendre des mesures qui protègent l'environnement alors que cela devrait être exactement l'inverse* », a regretté le psychiatre, aventurier et aéronaute suisse au cours d'un entretien avec l'agence

³⁹ <https://ukcoy16.org/global-youth-statement>

⁴⁰ <https://www.hacfornatureandpeople.org/>

⁴¹ <https://www.lesoir.be/406025/article/2021-11-12/cop26-la-coalition-climat-et-youth-climate-talent-la-belgique-photo>

⁴² <https://www.greenpeace.org/belgium/fr/blog/24735/cop26-decevante/>

⁴³ <https://www.letemps.ch/opinions/bertrand-piccard-rue-revendiquer-solutions-autant-denoncer-problemes>

Belga et la RTBF⁴⁴ par ailleurs porteurs de nombreux projets au travers de sa fondation *Solar Impulse*⁴⁵.

4. La position de la Belgique

Selon la *Coalition Climat*, la Belgique a montré une double image au cours de la COP26. "La délégation belge a joué un rôle constructif dans les négociations, et la Belgique a signé un certain nombre de déclarations importantes. Cependant, l'absence d'accord intra-belge sur la répartition des efforts climatiques continue de jouer des tours à la crédibilité de la Belgique". De plus, la Belgique n'a pas été en mesure de s'engager sur le financement climat international et n'a pas rejoint la *High Ambition Coalition*. La *Coalition Climat* demande donc à toutes les parties concernées, et particulièrement à la Région flamande, d'intensifier leur action. Ils doivent rapidement parvenir à un accord solide sur la répartition des efforts et confirmer ainsi la contribution belge aux objectifs climatiques européens.

5. Quelques opinions sur le *Pacte de Glasgow* et l'issue de la COP26

Le vert à moitié plein, le vert à moitié vide : « Ceci n'est pas un Pacte ».

(Albert Constantin)

COP 26 : des avancées symboliques mais une ambition globale insuffisante.

(Actu-Environnement)

L'objectif ultime de tous les Traités qui entrent dans le cadre de la *Convention-Cadre des Nations-Unies sur les Changements Climatiques* (CCNUCC) est de stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique, dans un laps de temps qui permet aux écosystèmes de s'adapter naturellement et facilite le développement durable.

Et, selon le compte rendu des *Nations Unies*⁴⁶, l'accord international que représente le *Pacte de Glasgow* marque plus d'ambition dans le combat de limiter le réchauffement global, plus de vitesse dans la transition énergétique et plus de solidarité avec les pays les plus touchés par le changement climatique. Ceci malgré les révisions en dernière minute de l'Inde et de la Chine concernant les passages sur les énergies fossiles.

Cela dit, pour beaucoup, comme tous les sommets sur le climat, les résultats de cette COP sont autant attendus que décevants. Chaque COP repoussant un peu plus les décisions courageuses qui auraient dû être prises, décisions qui finissent par devenir hors de portée et bien trop tardives. Une limite est en effet que le fonctionnement des COP exige des accords à

⁴⁴ <https://www.7sur7.be/ecologie/face-au-manque-de-leadership-bertrand-piccard-avance-1-300-solutions-pour-le-climat~a7457795/?referrer=https%3A%2F%2Fwww.google.com%2F>

⁴⁵ <https://solarimpulse.com/>

⁴⁶ <https://www.un.org/press/fr/2021/sgsm21022.doc.htm>

l'unanimité des Etats participants, ce qui conduit à s'accorder sur les dénominateurs communs les moins ambitieux.

Pour la *Coalition Climat*⁴⁷, loin d'être parfaite, cette décision finale que constitue la signature du *Pacte de Glasgow* permet néanmoins de donner un coup d'accélérateur à la lutte contre les crises climatiques et doit surtout se concrétiser par des mesures ambitieuses et solidaires. Une victoire concerne l'accord trouvé sur des engagements à plus court terme en matière d'action climatique, parallèlement au rappel de l'urgence de réduire de moitié les émissions d'ici à 2030, en ligne avec l'objectif de maintenir le réchauffement à 1,5°C. *L'heure est donc aux actions et non aux discours : il est essentiel que l'ambition des contributions nationales soit considérablement renforcée dans les années à venir.*

« Arrêtez les bla bla bla », comme le formule si explicitement Greta Thunberg dans une forme de langage à portée quasi universelle. Mais les contraintes systémiques d'harmonisation des programmes d'action irréductiblement liés à ces transitions énergétiques pourront-elles être suffisamment prises en compte par les « décideurs » à tous les niveaux ? Et échapperons-nous aux affrontements réducteurs « pour ou contre » ou « Pas dans mon jardin », comme l'expriment les américains, à propos de chaque option transitoire ou définitive considérée isolément, qu'elle soit solaire, éolienne, nucléaire, gazière, électrique, ... ? »

Pour le *Centre tricontinental (Cetri)*⁴⁸, le *Pacte de Glasgow* est « carrément criminel » parce que les Etats promettent de rester en-deçà de 1,5°C d'augmentation de température alors qu'ils nous conduisent vers 2,7°C au moins.

- *Crime* commis en toute connaissance de cause car alors qu'il faudrait réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre de 45% d'ici à 2030 et que les Etats promettent de battre un record d'émissions *chaque année*, d'ici à 2030 (+14% sur la période) ;
- *Indécent* parce que les pays riches refusent de payer le prix de leur responsabilité historique, au détriment des populations pauvres presque totalement abandonnés à leur propre sort.
- *Dilatoire* parce qu'ils vendent une notion confuse et dangereuse de « neutralité carbone » de long terme pour ne (presque) rien faire à court terme.

« Comme si l'on pouvait attendre le dernier moment pour transformer les soubassements énergétiques de l'économie mondiale, qui fonctionne comme une machine à réchauffer la planète totalement hors de contrôle. »

⁴⁷ <https://www.klimaatcoalitie.be/fr/nouvelles/communiqu%C3%A9-cop26-l%E2%80%99objectif-de-15%C2%B0c-encore-en-vue-%C3%A0-condition-de-passer-r%C3%A9ellement-%C3%A0-l>

⁴⁸ Le CETRI est un centre d'étude, de publication et de formation sur le développement, les rapports Nord-Sud et les enjeux de la mondialisation en Afrique, en Asie et en Amérique latine. <https://www.cetri.be/Le-bilan-de-la-COP26-tient-en-3>

Le Cetri considère que généraliser les mécanismes douteux des marchés du carbone à l'échelon mondial, en autorisant les Etats à utiliser les crédits-carbone accumulés sans raison sous le protocole de Kyoto, revient à saper l'ambition des maigres politiques climatiques nationales déjà prises et à vider de leur substance celles que la société civile pourrait obtenir dans les années à venir. Concluant que le bilan de cette COP26 le montre encore avec plus de force : *il est plus qu'urgent qu'un ouragan citoyen renverse la table des négociations et oblige Etats, institutions internationales et entreprises multinationales à se soumettre à l'impératif climatique.*

Jean-Pascal van Ypersele (ex vice-président du GIEC et conseiller scientifique de la délégation belge à la COP26), estime néanmoins qu'il s'agit d'un "*pas dans la bonne direction*". "*C'est bien plus que du bla-bla, mais c'est très insuffisant*", résume-t-il⁴⁹. Il relève parmi des motifs de satisfaction, la « *reconnaissance encore plus nette de l'urgence de l'action, couplée à un accueil favorable du dernier rapport du GIEC* » et la « *reconnaissance de l'énorme fossé entre les plans actuels et ce qui serait nécessaire.* » Il salue aussi l'appel à réduire l'usage du charbon et des subsides aux énergies fossiles, le « début de réponse à la demande des pays vulnérables que les dommages qu'ils subissent suite au dérèglement du climat soient compensés par les pays qui en sont les plus responsables » et en particulier le geste symbolique important fait par le gouvernement de Wallonie au dernier jour de la COP26, en promettant de contribuer à raison d'un million d'euros à un fond de financement des pertes et préjudices des pays en développement. »

Pour *Oxfam*⁵⁰ par contre, ce *Pacte* ne constitue finalement pas un tournant majeur dans la lutte pour le climat. Si certaines avancées essentielles ont été arrachées, le chemin à parcourir reste long et la solidarité avec les populations les plus vulnérables devra de toute urgence être remise sur la table. Même si, pour la première fois, les textes mentionnent les énergies fossiles. Un premier pas plus que bienvenu mais dont la teneur réelle a été largement affaiblie au fil des jours. Selon *Oxfam*, le constat est clair et illustre l'insuffisance des mesures annoncées : si chaque pays mettait en œuvre le plan de réduction qu'il a pour le moment annoncé, nous serions toujours sur une trajectoire d'augmentation de la température moyenne de + 2,7°C. Ce qui aurait des répercussions dévastatrices et mettrait en danger la vie de millions de personnes.

oooooooooooooooooooooooooooo

⁴⁹ <https://www.lecho.be/economie-politique/international/general/le-pacte-de-glasgow-reste-insuffisant-pour-van-ypersele/10346189.html>

⁵⁰ <https://www.oxfamfrance.org/climat-et-energie/bilan-de-la-cop26-un-nouveau-rendez-vous-manque-pour-le-climat/>